

1993

L'Arche, ce symbole du sauvetage de l'humanité, a, en juillet dernier, rassemblé ceux que C. Julien nomme les « nouveaux barons » : les chefs d'Etat, leurs experts et leurs troupes médiatiques (4 000 journalistes). Les sept pays les plus riches s'étaient associés à l'Europe, bouclant ainsi l'occidentalisation du monde, critiquée dans notre dernier numéro et par TOES.

L'euphorie de ces « barons », comptables du pillage de la planète, confortés par l'échec des pays socialistes, n'a été altérée que lors de la discussion sur la dette, les menaces pour l'environnement et la drogue. L'appel aux banques et aux entreprises pour intervenir sur ces problèmes montre à quel point les Etats se sont mis au service des intérêts particuliers et des logiques marchandes. Le vacarme des machineries du pouvoir, du capitalisme transnational, ne laisse pourtant pas tout le monde sans voix. Le succès des écologistes aux élections européennes montre que la crise écologique, le chômage, le racisme, l'énorme inégalité entre le Nord et le Sud, la destruction des solidarités sociales exigent de nouvelles réponses.

Ainsi, l'Europe ne saurait être réduite au simple marché unique guidé par l'impératif du libre-échange, avec comme compensation un intérêt bien tardif pour l'environnement. D'autant que le libre-échange se poursuit par celui des fichiers de police (cf. *SOS Schengen*, p. 35).

l'année de tous les dangers?

PAR JEAN-YVES SPARFEL

Verrons-nous en 1993 se poursuivre la pollution de l'eau et de l'atmosphère, l'accumulation des déchets nucléaires, l'épuisement des richesses naturelles, un environnement quotidien devenu assemblage commercial et obnubilé par le calcul économique. Saluée par F. Mitterrand (interview au *Nouvel Obs* du 27/7), la création d'une Agence européenne de l'environnement ne constitue pas une rupture suffisante. En effet, les institutions européennes pèsent encore peu face aux entreprises géantes qui gouvernent la technologie et l'économie mondiale.

Le devenir de la science et des techniques, de la recherche, est trop lié aux complexes militaro-industriels, aux décisions des experts et technocrates. Les avancées scientifiques ne nous assurent pas des lendemains qui chantent. Comme le montre le dossier de ce numéro, les dangers de la manipulation génétique, de la robotisation, du fichage informatique, de l'uniformisation des

images et des cultures pourraient s'ajouter aux dégâts déjà alarmants du progrès. Le sujet humain oublié dans un scénario orwellien devrait-il alors ressurgir au prix d'une grande violence (comme l'imagine J.M. Le Clézio dans sa belle nouvelle, *Journal de l'An I*) ?

Une autre conception de l'Europe privilégiant l'écologie, l'autonomie et la démocratie voit le jour. Contre la logique économique actuelle, elle « reconsidère le rapport linéaire entre bien-être et développement » (résolution finale de TOES). Elle suppose « le choix écologique contre la volonté de puissance » (titre de l'article de J. Robin, dans le *Monde diplomatique* de juillet, qui jette les bases d'une écologie globale, c'est-à-dire scientifique, économique et éthique). Elle favorise l'émergence d'une conscience collective de solidarité sans nier l'appartenance à des communautés différentes. Elle nécessite un débat démocratique sur les choix technoscientifiques, notamment en instaurant des moratoires pour certaines recherches (avec Isabelle Stengers posons à la science l'impertinente mais essentielle question : « pourquoi se presser ? »).

Ces orientations, *Terminal* les rejoint. L'Europe se définit autant par la richesse et la créativité de ses contre-pouvoirs que par les directives des eurocrates. Comme le dit E. Morin : « L'Europe n'a d'unité que dans et par sa multiplicité ».

1 Le Monde Diplomatique, août 1989.